

# Poids économique du sport

En 2019, la tendance à la hausse de la dépense sportive des ménages ainsi que celle des administrations publiques s'est accentuée par rapport à l'année précédente. Le déficit du commerce extérieur s'est à nouveau creusé.

Cette fiche repère s'attache à donner une description la plus pertinente et la plus fiable possible des flux économiques liés à la pratique d'une activité sportive et ainsi à mesurer l'évolution du poids économique du sport à travers plusieurs dimensions complémentaires.

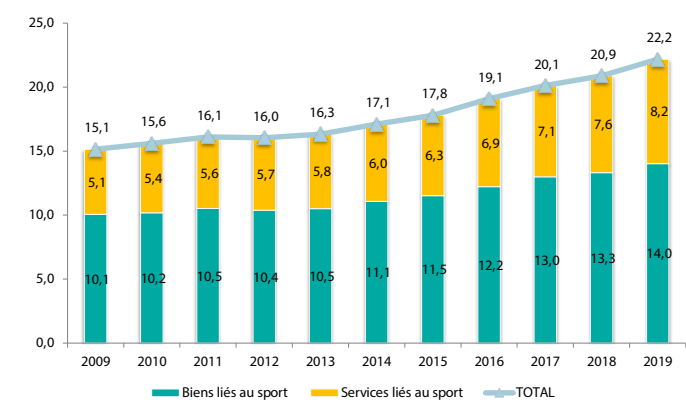
Il y a plusieurs manières théoriques de mesurer le poids économique du sport. L'approche retenue ici se concentre sur les données les plus fiables disponibles et utilise celles de la dépense sportive des ménages et des administrations publiques ainsi que celles sur le commerce extérieur, sans chercher à construire un compte satellite<sup>4</sup> du sport de façon systématique. Une telle approche se situe dans la continuité de ce qui a été réalisé par l'INJEP jusqu'en 2017, tout en intégrant depuis l'année 2019 des innovations méthodologiques permettant d'améliorer la qualité de l'estimation (Dietsch, 2021).

## DÉPENSES SPORTIVES DES MÉNAGES

En 2019, la dépense sportive des ménages en biens et services a progressée de 6,2 % (après + 3,8 % en 2018 et + 5,3 % en 2017, données révisées) pour atteindre 22,2 milliards d'euros (Md€)<sup>2</sup> et représenter 0,9 point de PIB (produit intérieur brut).

### graphique 1

Dépenses sportives des ménages  
(en valeur, milliards d'euros courants)



Source : INSEE, Fédération des industries nautiques, Institut français de la mode, cabinet NPD ; calculs INJEP-MEDES.

Lecture : en 2019, la dépense sportive des ménages en biens liés au sport étant évaluée à 14,0 milliards d'euros, celle en services liés au sport à 8,2 milliards d'euros, le total était de 22,2 milliards d'euros.

Les biens sportifs comprennent notamment les vêtements de sport (à caractère fonctionnel), les chaussures et articles de sport, les bicyclettes et les bateaux de plaisance. Les services sportifs incluent en particulier les cotisations aux associations et clubs de sport (services caractéristiques), ainsi que la location de biens et l'achat de billets pour les événements sportifs (services connexes).

Cette hausse est plus marquée entre 2018 et 2019 pour les services sportifs (+ 7,8 %) que pour les biens sportifs (+ 5,2 %). Ces derniers représentent toutefois la plus grande part de la dépense sportive des ménages, soit 63,2 % : les articles de sport (hors habillement) y représentent toujours le poste le plus important, avec 6,2 Md€, soit 28 % de la dépense sportive des ménages. En 2019, les articles de sport (hors habillement) constituent un secteur assez dynamique, avec + 6,2 % (ce qui est en nette augmentation par rapport au + 1,0 % de 2018). La progression est de + 10,1 % pour les bicyclettes, mais de + 2,3 % pour les chaussures de sport et de + 0,6 % pour les vêtements de sport.

La croissance de la dépense sportive des ménages provient entièrement d'une croissance en volume (+ 5,7 % après + 3,7 % en 2018 et + 4,9 % en 2017, données révisées), les prix étant en légère baisse à - 0,2 % (après + 0,5 % en 2018 et + 0,6 % en 2017). Cette baisse de prix provient des biens sportifs dont le prix baisse de 1,0 %, le prix des services sportifs augmentant de 1,5 %.

## DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN FAVEUR DU SPORT

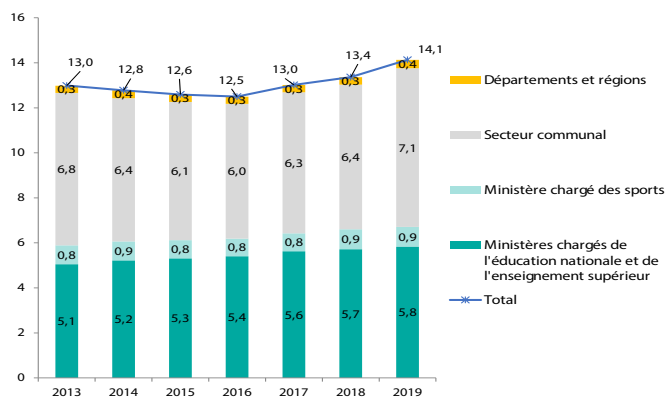
En 2019, les administrations ont dépensé 14,1 milliards d'euros en faveur du sport (+ 5,8 % par rapport à 2018), ce qui représente 0,6 point de PIB.

L'État contribue pour un peu moins de la moitié de ces dépenses (6,7 Md€ en 2019). Au sein de l'État, les ministères chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur restent les plus gros contributeurs au titre de la rémunération des enseignants d'éducation physique et sportive avec environ 87 % des dépenses de l'État comptabilisées dans cette étude, le reste revenant au ministère chargé des sports.

En 2019, la dépense des administrations publiques locales (APUL) en faveur du sport s'élève à 7,4 Md€, en augmentation de 9,7 % par rapport à 2018. Le sport représente ainsi 64 % des dépenses de la fonction « 08.1 - Services récréatifs et sportifs ».

## graphique 2

La dépense publique en faveur du sport  
(en milliards d'euros courants)



Champ : dépenses publiques de l'administration centrale et des collectivités territoriales, hors flux internes du sous-secteur des administrations publiques locales.

Source : ministères chargés de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et ministère chargé de l'enseignement supérieur, élaboration INJEP-MEDES.

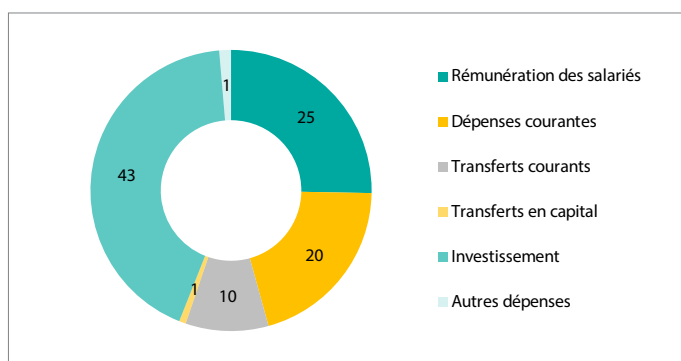
Lecture : les ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur ont contribué à la dépense publique en faveur du sport à hauteur de 5,8 milliards d'euros en 2019, sur un total de 14,1 milliards d'euros.

L'essentiel de cette dépense est financé par les communes et intercommunalités qui contribuent pour 95 % du total (soit 7,1 Md€), les régions et départements supportant quant à eux 5 % du total (soit 0,4 Md€).

Les dépenses d'investissement (acquisition nette d'actifs non financiers) représentent 43 % du total. Ce poste assez variable suivant les années est en forte augmentation en 2019 (38 % du total en 2018). Il s'agit du premier poste de dépenses en faveur du sport des administrations publiques locales (voir graphique 3). Viennent ensuite les rémunérations (25 %) et les dépenses courantes<sup>3</sup> (20 %), dont la part diminue mécaniquement par suite de l'augmentation des dépenses d'investissement, mais dont le montant reste quasi inchangé par rapport à 2018.

## graphique 3

Structure des dépenses des administrations publiques locales en faveur du sport (en %)



Source : DGFiP ; calculs INJEP-MEDES

Lecture : 25 % des dépenses des administrations publiques locales en faveur du sport en 2019 relèvent de la rémunération de leurs salariés.

## DÉPENSES SPORTIVES DES ENTREPRISES : DROITS DE RETRANSMISSION ET MÉCÉNAT

Les droits des retransmissions des événements sportifs (données transmises par le Conseil supérieur de l'audiovisuel [CSA]) ont ralenti leur progression en 2019 (+ 2,9 % contre + 10,3 % en 2018) pour atteindre 1,8 Md€.

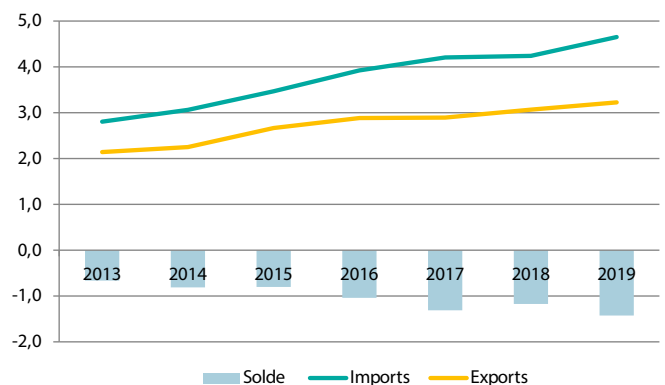
D'après le Baromètre ADMICAL 2020 du mécénat d'entreprise en France, le sport reste en 2019 le domaine mobilisant le plus d'entreprises au titre du mécénat (plus de la moitié des entreprises mécènes le sont dans le domaine sportif). Il correspond à 15 % du budget consacré par les entreprises au mécénat en 2019 (ce sont essentiellement des TPE et des PME), contre seulement 2 % en 2017, et 12 % en 2015.

## COMMERCE EXTÉRIEUR EN BIENS SPORTIFS

Les exportations de biens à usage sportif ont continué à augmenter en 2019 (+ 5,2 % après + 6,0 % en 2018), pour s'établir à 3,2 Md€. Les principaux postes sont en hausse (articles de sport, vêtements et chaussures, etc.), à l'exception des bicyclettes. Les importations sont également à nouveau en hausse avec + 9,7 %, après une pause en 2018 (+ 0,8 %) et + 7,2 % en 2017. Elles s'élevaient à 4,6 Md€ en 2019. Ces évolutions concernent essentiellement les volumes, les prix, à l'export comme à l'import, n'augmentant que très légèrement (+ 0,6 % en 2019).

## graphique 4

Commerce extérieur de biens sportifs



Source : INSEE ; calculs INJEP-MEDES.

Lecture : en 2019, les exports de biens sportifs étaient de 3,2 milliards d'euros, les imports de 4,6 milliards d'euros, et le solde était donc négatif à hauteur de 1,4 milliards d'euros.

Au total, le solde commercial des biens sportifs qui est négatif se dégrade à nouveau en 2019 après une pause en 2018, passant de - 1,2 Md€ en 2018 à - 1,4 Md€ en 2019.

Bruno Dietsch, chargé d'études INJEP

1 Un compte satellite agrège généralement des données sur la dépense du domaine, les bénéficiaires et le financement ; voir [en ligne](#) pour plus de détails sur ce qui différencie l'approche utilisée ici d'un compte satellite.

2. Toutes les dépenses sont données à prix courants.

3. Consommations intermédiaires au sens de la comptabilité nationale.

### POUR ALLER PLUS LOIN

- Dietsch B., 2021, « Poids économique du sport – Édition 2021. Méthodologie », INJEP.
- Baromètre du mécénat d'entreprise ADMICAL 2020 ([en ligne](#)).